

POLITIQUE MONÉTAIRE | *Les critiques contre la Banque centrale européenne fusent. Mais son rayon de manœuvre se heurte à l'austérité, estime Sergio Rossi. Et aux limites de l'Union, selon l'expert.*

«Le salut ne viendra pas de la BCE»

RACHEL RICHTERICH

Elle a décoché toutes ses flèches. Quoi qu'en dise son président, Mario Draghi, la Banque centrale européenne (BCE) atteint ses limites. Et depuis quelques semaines les critiques se durcissent, en particulier en Allemagne, où d'aucuns mettent en doute sa crédibilité.

L'institution déploie pourtant l'artillerie lourde, avec son programme de rachat mensuel de dettes publiques porté de 60 à 80 milliards d'euros le mois dernier, assorti de taux historiquement bas (voir ci-après). Un «big bazooka» qu'elle a tenu braqué cette semaine. Mais dont les effets sont ceux d'une bombe à eau: prévisions de croissance abaissées et inflation quasi nulle attendue cette année. Un échec dont elle ne porte pas seule la responsabilité, selon les observateurs, qui pointent les politiques d'austérité et l'inertie des Etats membres de l'Union européenne. Explications de Sergio Rossi, professeur de macroéconomie et de politique monétaire à l'Université de Fribourg.

Depuis quelques semaines, les détracteurs de la BCE grondent, allant jusqu'à qualifier sa politique monétaire de contre-productive. Ces attaques sont-elles fondées?

Sergio Rossi: Sur le fond oui. Le constat est là: la BCE injecte une quantité colossale de liquidités, qui n'arrivent pas jusque dans l'économie réelle. Comme ses statuts ne lui permettent pas d'acheter des obligations directement aux Etats, elle rachète de la dette publique aux banques. Mais celles-ci ne jouent pas le jeu et n'achètent pas d'obligations aux Etats leur permettant de financer des dépenses supplémentaires. En parallèle, elles prêtent peu

aux entreprises, faute de demande du consommateur pour qui les perspectives s'assombrissent, notamment sur le front de l'emploi. Et dans cette morosité ambiante, les entreprises hésitent à investir. Résultat: c'est tout le système économique qui est grippé. Il est inutile de compter sur les politiques monétaires des banques centrales, ce n'est pas de là que viendra le salut.

A vous entendre, la BCE serait totalement désarmée?

Toute seule, elle a depuis longtemps épuisé sa marge de manœuvre. Elle peut encore baisser ses taux, mais cela n'aura que peu d'effets. Avec son programme d'assouplissement monétaire, Mario Draghi n'a en réalité fait que lutter contre les effets négatifs des politiques d'austérité. L'économie étant le résultat d'interactions, on ne peut pas rester passif en se disant «après la pluie, le beau temps». Il faut une augmentation des dépenses publiques. Dans des domaines porteurs, comme les infrastructures, la formation et la santé publique; des projets rapidement réalisables. Je pense notamment à l'Allemagne, qui avec un déficit public raisonnable par rapport à son produit intérieur brut a les moyens de le faire.

Or les voix les plus critiques contre la BCE proviennent justement d'Allemagne. Une forme de cercle vicieux...

Oui, c'est un cercle vicieux infernal qui tire toute l'économie de l'Union européenne vers le bas. L'Allemagne doit sa santé économique au fait qu'elle exporte énormément. Elle tire son épingle du jeu en Asie, certes, mais pour relancer l'économie européenne, il faut que l'Allemagne importe davantage des

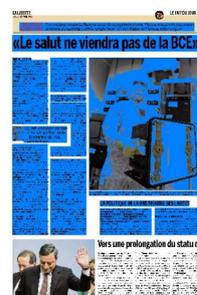
pays de la zone euro qui sont le plus lourdement frappés par la crise. Or, on leur impose de baisser les salaires pour exporter davantage et devenir comme l'Allemagne. Il faut se rendre à l'évidence: tous les pays ne peuvent pas être exportateurs nets. La crise n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Et personne ne bouge.

D'où vient cette inertie politique?

D'un manque de vision à long terme, d'une part. Les échéances électorales ne sont pas étrangères à ce phénomène. D'une tendance à l'individualisation des sociétés constatée depuis 10-15 ans aussi. Mais surtout, cette situation reflète les défaillances de la construction européenne. L'Union a été bâtie trop vite et de façon superficielle, ce qui la mène aujourd'hui au bord de l'éclatement - Grexit, Brexit. Elle se résume à une union monétaire, alors qu'il faudrait une union politique aussi pour qu'elle fonctionne.

Comment inverser la tendance, engendrer une logique inflationniste et relancer enfin la croissance?

A long terme il faut aboutir à un Etat supranational, qui gèrerait le budget public de l'UE. Cela passe par l'établissement d'un trésor fédéral européen, qui prélève des impôts. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pourrait par exemple en alimenter les caisses. Une partie de ces recettes serait redistribuée aux Etats membres selon un mécanisme de péréquation financière. Comme pratiqué en Suisse, mais à échelle européenne. |



La Liberté
 1701 Fribourg
 026/ 426 44 11
 www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés
 Type de média: Presse journ./hebd.
 Tirage: 39'351
 Parution: 6x/semaine



«C'est un cercle vicieux
 infernal qui tire toute
 l'économie de l'UE
 vers le bas»

LA POLITIQUE DE LA BNS MONTRE SES LIMITES

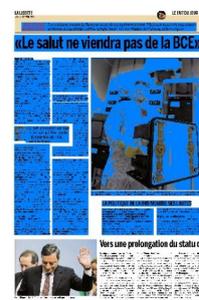
Que penser de l'idée d'un hélicoptère monétaire, évoquée notamment par l'économiste en chef de la BCE, pour accroître le pouvoir d'achat du consommateur (méthode imaginée en 1969 par l'économiste américain Milton Friedman, selon l'image d'un hélicoptère larguant des billets sur la population)?

Sergio Rossi: L'idée n'est pas complètement farfelue. Mais ce n'est pas le consommateur qu'il faut arroser, plutôt les Etats. Et financer ainsi leurs dépenses productives. Car là encore, seule une politique d'investissements

publics peut relancer l'économie. Or, les traités européens et les statuts de la BCE ne lui octroient pas ce droit.

Et la Suisse au milieu de tout cela?

La Confédération et les cantons qui le peuvent devraient aussi augmenter leurs dépenses publiques. Or, même quand leur budget le permet, ils économisent. Quant à la Banque nationale suisse (BNS), elle œuvre en coulisses pour déprécier le franc. Mais sa politique monétaire dépend de celle de la BCE. Et montre aussi ses propres limites. RR



La Liberté
1701 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 39'351
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.021
N° d'abonnement: 1086479
Page: 3
Surface: 95'644 mm²



La BCE «prête peu» aux entreprises, alors que celles-ci sont contraintes à des investissements considérables dans la recherche et le développement pour résister aux économies émergentes (ici une entreprise spécialisée dans les microprocesseurs). KEYSTONE